

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

Seule la version originale en langue anglaise fait foi

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur des requérantes Juliana Pollak, Ille Gheorghina et Maria Paulina Bogdan

concernant le compte bancaire d'Alexander Pollak, Josef Pollak et Stephan Pollak

Numéros de requête : 204223/MO, 205182/MO, 205183/MO, 212682/MO, 212684/MO,
212733/MO¹

Montant de la décision d'attribution : 275,592.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par Juliana Pollak (ci-après : « la requérante Pollak »), Ille Gheorghina, née Pollak (ci-après : « la requérante Gheorghina ») et Maria Paulina Bogdan, née Pollak (ci-après : « la requérante Bogdan »), (ensemble : « les requérantes »), concernant le compte d'Alexandre Pollak, Josef Pollak et Stephan Pollak (ci-après : « les titulaires du compte ») auprès de la succursale zurichoise de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Lorsque, comme en l'espèce, les requérantes n'ont pas demandé que leurs requêtes soient traitées de manière confidentielle, seul le nom de la banque n'est pas divulgué.

Informations fournies par les requérantes

Les requérantes ont soumis des formulaires de requête identifiant les titulaires du compte comme étant leur grand-père paternel Alexander Simon Pollak, et ses deux enfants, les pères des requérantes, Josef Pollak et Dr. Spefan Pollak. Les requérantes ont indiqué que leur grand-père est né 26 août 1877 à Arad, Roumanie, et qu'il avait épousé Paulina Pollak, née Brandeisz, le 26 décembre 1905 à Simand, Roumanie. Les requérantes ont également indiqué que leur grand-père

¹ Les requérantes ont soumis 24 formulaires de requête auxquels ont été attribués les numéros de requête suivants: 201058, 201062, 203712, 203713, 204222, 204223, 205180, 205181, 205182, 205183, 205701, 205702, 212682, 212683, 212684, 212685, 212731, 212732, 212733, 212734, 218881, 218882, 218883 et 218884. Le Tribunal a établi qu'il s'agit de requêtes identiques et les traite sous les numéros de requête consolidés 204223, 205182, 205183, 212682, 212684 et 212733.

était le fils de Josif Pollak et de Juliana Pollak, née Brandeisz, résidant à Arad entre 1920 et 1925 au 14 A. Muresanu, entre 1925 et 1940 au 23 Gh. Lazar et entre 1941 et 1951 au 12 T. Vladimirescu. Les requérantes ont déclaré que leur grand-père était le propriétaire de deux usines : *Caramidaria*, site au 9 Campul Linistii, Arad, pour la production de tuiles et de briques, et *Industria Oxigenului*, site à la Rue Aurel Vlaicu, Arad. De plus, les requérantes ont déclaré que leur grand-père avait eu deux fils : Josif (Josef) Pollak, le père de la requérante Gheorghina, né le 11 février 1907 à Arad, et Stefan Pollak, le père de la requérante Pollak et de la requérante Bogdan, né le 8 juin 1908 à Arad. Les requérantes ont indiqué que leur grand-père, qui était juif, avait fait objet de persécutions raciales nazies et qu'en 1943 il avait été déporté à Transnistria. Les requérantes ont indiqué que leur grand-mère est décédée à Arad le 19 janvier 1941 et que leur grand-père est décédé le 19 janvier 1951 également à Arad.

La requérante Gheorghina a déclaré que son père, Josif Pollak, travaillait dans les usines de son père et était le directeur technique de *Industria Oxigenului*. Selon la requérante Gheorghina, son père a épousé Aranka Pollak, née Simen, le 27 juin 1946 à Arad, où il a résidé jusqu'à son décès survenu le 3 février 1986. Elle a affirmé que son père, qui était juif, avait été interné en 1939 dans un camp de travaux forcés à Targu Jiu, et de 1943 à 1944 dans un camp de concentration à Transnistria. Elle a également déclaré qu'entre 1941 et 1943 toutes les propriétés de son père avaient été nationalisées par le régime pro-nazi en Roumanie. La requérante Gheorghina a indiqué être née le 23 avril 1947 à Arad.

Les requérantes Pollak et Bogdan ont identifié leur père, Stephan Pollak, comme étant docteur en médecine, qui avait épousé Elisabeta Pollak, née Martonfi, le 27 mai 1943 à Arad, Roumanie. La requérante Bogdan a déclaré que son père travaillait aux *Hôpitaux et Asiles Civiles* à Paris entre 1932 et 1935, lorsqu'il est rentré à Arad. Elle a indiqué que lors de l'adoption de la législation anti-juive en Roumanie, il a été interdit à son père d'exercer la médecine et sa propriété a été nationalisée par le régime roumain. Selon les requérantes Bogdan et Pollak, leur père avait résidé à Arad jusqu'en 1949, à Ineu, en Roumanie, jusqu'en 1980, et encore une fois à Arad jusqu'à sa mort survenue le 4 octobre 1996. La requérante Pollak a indiqué être née le 18 février 1944 à Arad et la requérante Bogdan a indiqué être née le 15 janvier 1948 également à Arad.

À l'appui de leurs requêtes, les requérantes ont soumis plusieurs documents, notamment des copies des actes de naissance de leurs grands-parents et de leur pères et des copies des actes de mariage et de décès de leurs grands-parents et de leurs parents. Les requérantes ont également soumis des copies des certificats de succession de leurs grands-pères et de leurs pères et d'autres documents apparentés.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en une carte d'enregistrement centralisé, en un extrait imprimé du Grand Livre des comptes en suspens et des extraits imprimés de la banque de données informatique des comptes numérotés de la banque. Il ressort des documents bancaires que les titulaires du compte étaient Alexander Pollak, résidant à Arad, Roumanie, Josef Pollak et Dr. Stephan Pollak, tous citoyens roumains. Il ressort des documents bancaires que les titulaires

du compte détenaient un compte de type inconnu, numéro 3150, et la banque avait été priée de retenir toute la correspondance adressée aux titulaires du compte. Les documents bancaires ne précisent pas quand le compte en question a été ouvert, mais ils indiquent qu'il a été transféré à un compte en suspens le 7 juin 1949 et qu'il a été fermé en juin 1956. Le solde de ce compte à la date du transfert était de 22,641.00 francs suisses. Les documents bancaires n'indiquent pas l'identité de la personne à qui ce compte a été payé. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que les titulaires du compte ou leurs héritiers aient fermé le compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 43(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes (« les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les six requêtes des requérantes en une seule procédure.

Identification des titulaires du compte

Les requérantes ont identifié les titulaires du compte de façon plausible. Les noms de leur grand-père et de leurs pères correspondent aux noms publiés des titulaires du compte. Les requérantes ont identifié la ville de résidence de leur grand-père, ce qui concorde avec les informations publiées concernant les titulaires du compte qui figurent dans les documents bancaires. Les requérantes ont également identifié le degré de parenté entre les titulaires du compte ainsi que le titre professionnel de Stephan Pollak, ce qui concorde avec les informations non publiées concernant les titulaires du compte.

Les titulaires du compte en tant que victimes de persécutions nazies

Les requérantes ont démontré de manière plausible que les titulaires du compte ont été victimes de persécutions nazies. Elles ont affirmé que les titulaires du compte étaient juifs. Elles ont indiqué qu'Alexander Pollak et Josef Pollak avaient été déportés à Transnistria et que la propriété des titulaires du compte avait été nationalisée.

Le lien de parenté entre les requérantes et les titulaires du compte

Les requérantes ont démontré de manière plausible qu'elles sont apparentées aux titulaires du compte, en produisant des documents démontrant que les titulaires du compte étaient leur grand-père et leurs pères. Rien ne semble indiquer que les titulaires du compte ont d'autres héritiers en vie.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Compte tenu du fait que le compte a été transféré à un compte en suspens en juin 1949 et qu'il a été fermé en 1956, et compte tenu de l'application des présomptions (b), (h), (i) et (j), figurant à l'annexe A², le CRT conclut qu'il est plausible que ni les titulaires du compte ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs du compte. Conformément aux précédents qu'il a établis et aux Règles, le CRT se fonde sur des présomptions pour décider si les avoirs en compte ont été payés aux titulaires des comptes ou à leurs héritiers.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérantes. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, les requérantes ont démontré de manière plausible que les titulaires du compte étaient leur grand-père et leurs pères, et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni les titulaires du compte ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Les documents bancaires indiquent que le solde du compte le 7 juin 1949 était de 22,641.00 francs suisses. En application de l'article 37(1) des Règles, ce montant est majoré de la somme de 325.00 francs suisses, qui reflète les frais bancaires imposés aux comptes numérotés et les frais bancaires standardisés prélevés sur ce compte entre 1945 et le 7 juin 1949. En conséquence, le solde ajusté dudit compte est de 22,966.00 francs suisses. Conformément à l'article 37(1) des Règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12 pour obtenir un montant total d'attribution de 275,592.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 31 des Règles, si le compte revendiqué est un compte-joint et que des requérants apparentés à chacun des titulaires du compte ont soumis une requête sur ce compte, il sera présumé que chaque titulaire du compte était propriétaire d'une part égale du compte. Le CRT présume donc que chacun des titulaires des comptes était le propriétaire d'un tiers du compte revendiqué. En application de l'article 29 des Règles, la requérante Gheorghina a le droit de recevoir le tiers appartenant à son père et les requérantes Pollak et Bogdan ont le droit de recevoir le tiers appartenant à leur père, à parts égales. De plus, en application de l'article 29 des Règles, la requérante Gheorghina a le droit de recevoir la moitié du tiers appartenant à son grand-père, et les requérantes Pollak et Bogdan ont le droit de recevoir l'autre moitié, à parts égales. En conséquence, la requérante Gheorghina se verra attribuer la moitié de tout paiement fait ci-après et les requérantes Pollak et Bogdan se verront attribuer un quart de tout paiement fait ci-après.

² La version complète de l'annexe A figure sur le site Web du CRT II à l'adresse suivante : www.crt-ii.org

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe les requérantes que, conformément à l'article 25 des Règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elles auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal

le 28 janvier 2003

SEULE LA VERSION ORIGINALE EN LANGUE ANGLAISE FAIT FOI

APPENDICE A

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte, les ayant droits économiques ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie³ :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent l'existence de persécutions ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte ou l'ayant droit économique possédaient d'autres comptes qui sont ouverts mais en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque, fermés en raison du prélèvement de frais ou fermés et dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou
- g) le seul titulaire ou ayant droit économique survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte, l'ayant droit économique et/ou leurs héritiers n'auraient pas pu obtenir des informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du

³ Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War: Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au IIIe Reich, du *Generalgouvernement* de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers, par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée⁴ ; ou

- i) le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers ont reçu les avoirs du compte.⁵

⁴ Voir également *Rapport final de la Commission Bergier*, pages 443-444, 446, ainsi que le *Rapport de l'ICEP*, pages 81-83.

⁵ Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destruction de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir *Albers v. Credit Suisse*, 188 Misc. 229, 67 N.Y.S.2d 239 (N.Y. City Ct. 1946); Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries* (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." *Ibid.*, page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5; *In re Holocaust Victim Asset Litig.*, 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications". De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des *comptes sans héritiers*, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7 juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivait durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. *Reilly v. Natwest Markets Group, Inc.*, 181 F3d 253, 266-268 (2nd Cir. 1999); *Kronisch v. United States*, 150 F3d 112, 126-128 (2nd Cir. 1998).